

La corruption dans le secteur extractif

SÉNÉGAL

NOVEMBRE 2024



Qu'entendons-nous par corruption?

- La corruption est « **le détournement à des fins privés d'un pouvoir confié en délégation** » (Transparency International)
- La corruption englobe différents types de pratiques, notamment les pots-de-vin, les détournements de fonds, le népotisme, le copinage, le trafic d'influence et les transactions intéressées
- La corruption peut impliquer des **actions légales et illégales**
- Les profits et les préjudices de la corruption ne sont pas uniquement pécuniaires, mais bien souvent politiques
- Divers acteurs privés et publics peuvent se voir « confier un pouvoir ». Les fonctionnaires, les entreprises, les organisations non gouvernementales, les dirigeants communautaires et les particuliers peuvent abuser de cette confiance et se livrer à des actes de corruption
- La corruption se manifeste au niveau **local, national et international**

Pourquoi des risques de corruption élevés dans le secteur extractif?

- Moments distincts d'interaction entre les preneurs de décision au sein du gouvernement et le secteur privé; par exemple: les décisions relatives à l'octroi de licences
- Secteur souvent caractérisé par une grande intensité capitaliste, avec des profits importants à réaliser – peut conduire à la recherche de rente, la dynamique du boom des matières premières augmentant encore les risques
- Dans certains cas, manque de transparence – bien que des progrès aient été réalisés grâce à des initiatives comme l'ITIE
- Un manque de responsabilité (redevabilité) pour les actes répréhensibles peut signifier qu'il y a peu de dissuasion pour arrêter la corruption
- La concurrence géopolitique peut amener les décideurs à se soucier moins de la façon dont le pétrole, le gaz et les minéraux sont extraits

Des risques de corruption aux différentes étapes

➤ Point clé : Bon nombre de ces risques sont bien connus



Octroi de licences
et passation de
marchés



Opérations



Collecte des
revenus



Gestion des
revenus

Étapes de la chaîne de décision

Qu'est-ce que cela inclut?

La gamme d'approbations et de décisions requises avant que les entreprises soient autorisées à explorer ou à extraire des ressources naturelles. Cela comprend l'ouverture de zones d'activités extractives par les gouvernements, l'octroi de droits d'exploration et de production, la négociation des contrats avec les entreprises et l'approbation des études d'impact environnemental et social.

Quelles sont les formes de corruption dans ce domaine?

Corruption dans les décisions d'octroi de licences et contrats – pots-de-vin, favoritisme, collusion ou manipulation

Manipulation des processus d'évaluation des impacts environnementaux et sociaux, ou des consultations communautaires

Influence privée induite sur les lois et règlements en matière d'octroi de licences.

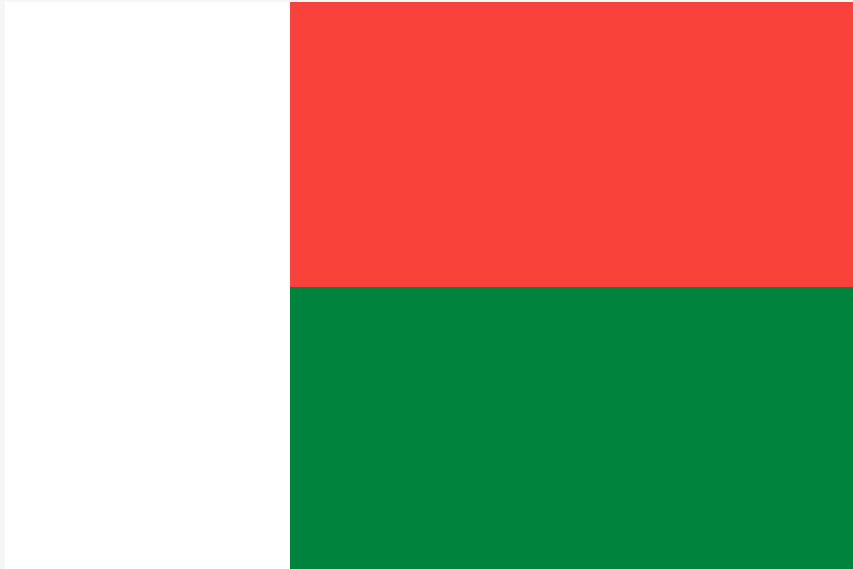
Une entreprise cherche à corrompre des personnes ayant des liens personnels étroits avec les décideurs afin de gagner une licence



Étude de cas élaborée à partir des renseignements du [NRGI, Twelve Red Flags](#)

- En 2008, le ministère guinéen des mines a accordé des permis d'exploration au groupe Beny Steinmetz Resources (BSGR) pour deux concessions de minerai de fer potentielles du pays.
- Après que les procureurs américains ont commencé à examiner l'affaire, on a découvert des accords écrits entre BSGR et Madamie Touré – épouse de Lansana Conté, chef d'État au moment de la décision – dans lesquels on lui a promis au moins 5 millions de dollars et un emploi pour son frère en échange de lobbying pour le compte de BSGR.
- Touré, qui a coopéré avec l'enquête américaine, a déclaré que BSGR lui avait également offert des millions de dollars, des bijoux, deux Toyota Land Cruisers et une participation de 5 % dans le projet Simandou si elle aidait BSGR à obtenir la récompense.
- En janvier 2021, un tribunal suisse a conclu que Steinmetz et deux autres personnes avaient payé ou arrangé un paiement de 8,5 millions de dollars en pots-de-vin pour obtenir des permis d'exploration pour Simandou.

Une entreprise qui cherche à obtenir une licence ou un contrat agit pour aider un fonctionnaire ou un parti politique à gagner une élection.



- Dans les mois précédant les élections de 2018 à Madagascar, la société russe Ferrum Mining a acquis une participation de 80% dans trois des licences d'exploitation minière de chromite du pays, grâce à une joint venture avec la société minière publique, Kraomita Malagasy.
- Les recherches des ONG et les preuves de lanceurs d'alerte ont allégué que Ferrum était contrôlé par le ressortissant russe Evgeny Prigozhin. À l'époque, Prigozhin dirigeait le fameux groupe Wagner, une force paramilitaire accusée d'atrocités dans un certain nombre de zones de conflit.
- Un groupe associé à Prigozhin, bénéficiant au moins dans une certaine mesure du soutien du Kremlin, aurait interféré dans l'élection par le biais de campagnes de désinformation en personne et en ligne, de corruption et d'intimidation de l'opposition, et de soutien aux candidats marginaux, Il s'agit d'une contrepartie apparente à la participation de Ferrum dans la joint-venture.

Qu'est-ce que cela inclut?

La réglementation gouvernementale des activités d'exploration et de production, et le large éventail de décisions opérationnelles prises par les entreprises. Cela comprend la gestion des impacts environnementaux, sociaux et des droits de l'homme, l'approvisionnement et le contenu local, la santé et la sécurité, ainsi que les normes opérationnelles.

Quelles sont les formes de corruption dans ce domaine?

Corruption pour permettre d'éviter ou de déroger aux obligations opérationnelles, ou l'application instrumentalisée ou partielle de ces obligations

Les fonctionnaires gouvernementaux agissant en tant que gardiens et sollicitant des faveurs auprès d'entreprises, ou des entreprises effectuant des paiements de facilitation

Corruption dans l'attribution des contrats de fournisseurs ou les décisions d'embauche

Aider et encourager la contrebande ou l'extorsion par des acteurs armés.

Qu'est-ce que cela inclut?

La façon dont les gouvernements collectent les revenus dans le secteur extractif, notamment par le biais des impôts, des redevances et des droits, de la part de l'État dans la production, des ventes de matières premières et d'autres sources.

Quelles sont les formes de corruption dans ce domaine?

Influence indue sur les lois et règlements en matière de collecte des revenus

Corruption ou favoritisme pour influencer les conditions contractuelles

Application partielle ou manipulation par l'entreprise des obligations fiscales

Corruption dans la vente des matières premières

Imposition illégale, blanchiment d'argent, appropriation et détournement de revenus.

Corruption pour influencer les conditions fiscales.



- En 2009, le chef de VECO Corporation, une grande entreprise américaine de services pétroliers, a été condamné à trois ans de prison pour avoir corrompu des fonctionnaires de l'État d'Alaska grâce à des paiements à hauteur de \$395,000.
- Selon les documents judiciaires, les dirigeants de l'entreprise ont conspiré avec au moins cinq membres de la législature de l'Alaska pour fournir des avantages financiers illégaux à plusieurs élus de l'Alaska en échange de leur appui sur une législation en préparation à l'assemblée de l'État d'Alaska.
- Les pots-de-vin visaient à convaincre les fonctionnaires d'appuyer des modifications à la législation en cours concernant les taux d'imposition et les crédits d'impôt des sociétés pétrolières.

Traitement favorable pour des individus ou entreprises politiquement connectés



Étude de cas élaborée avec des informations de [RAID, Rights groups inform Dan Gertler they cannot support his DRC deal](#) et [NRGI, Corruption Diagnostic Tool](#)

- La RDC aurait perdu plus de 1,3 milliard de dollars en vendant d'importants actifs miniers à des prix inférieurs au marché à des sociétés appartenant à Dan Gertler, un magnat minier ayant des liens étroits avec l'ancien président congolais.
- Depuis, les entreprises de Gertler continuent à bénéficier d'opportunités uniques dans le secteur.
- En 2022, Gertler a signé un accord de règlement avec le gouvernement de la RDC, mais les organisations de la société civile ont exprimé des préoccupations quant au fait que sa société conserverait les redevances de trois mines de cobalt-cuivre, même si la légalité de ces transactions a été remise en question.
- Gertler, qui est passible de sanctions anticorruption aux États-Unis, nie les actes répréhensibles et n'a été reconnu coupable d'aucun crime.

Qu'est-ce que cela inclut?

La gestion et l'affectation des revenus du secteur, tels que les fonds souverains, les transferts infranationaux de revenus provenant des ressources naturelles, les prêts garantis par les ressources et autres emprunts liés aux ressources.

Quelles sont les formes de corruption dans ce domaine?

Transactions manipulées des fonds souverains

Corruption dans la sélection des prestataires de services financiers des fonds souverains

Corruption dans l'attribution des prêts garantis par les ressources

Appropriation et détournement de fonds empruntés

Domaines de risques thématiques

Qu'est-ce que cela inclut?

Selon le rôle de l'entreprise d'État en question, cela pourrait couvrir les activités de délivrance de permis, de réglementation, de collecte et de gestion des revenus, ainsi que des fonctions commerciales (qui peuvent comprendre la production, ainsi que le raffinage, la distribution et la commercialisation de produits ou d'activités non liés à l'exploitation minière).

Quelles sont les formes de corruption dans ce domaine?

Corruption, collusion ou favoritisme dans les activités d'octroi de licences, de passation de marchés, d'échanges commerciaux ou de réglementation et d'approbations

Appropriation ou détournement de fonds d'entreprises publiques

Les entreprises ou les fonctionnaires influencent indûment la réglementation et les prerogatives des entreprises d'Etat.

Qu'est-ce que cela inclut?

Le croisement entre la corruption et les abus sociaux et environnementaux dans l'extraction et la transformation des ressources naturelles. La corruption peut jouer un rôle important, mais souvent négligé, en facilitant, obscurcissant et entravant la responsabilité des abus sociaux et environnementaux dans le secteur extractif.

Quelles sont les formes de corruption dans ce domaine?

Manipulation des évaluations d'impact environnemental et social (EIES) et des consultations communautaires

Dissimulation des dommages environnementaux et évitement des demandes de réhabilitation

La corruption dans la sous-traitance ou l'embauche permet des conditions de travail dangereuses ou injustes

Érosion de l'espace civique et criminalisation des acteurs de la responsabilité.

Réduction progressive des combustibles fossiles

Qu'est-ce que cela inclut?

Comment la corruption pourrait entraver la transition vers les énergies propres, comme les décisions dans les pays producteurs de combustibles fossiles sur le maintien de l'extraction de ces ressources et comment se préparer à la baisse probable de la demande. Nous nous concentrons sur les risques de corruption dans le secteur des combustibles fossiles qui pourraient perturber les progrès (pas les questions plus larges autour de la gouvernance des énergies renouvelables, du financement climatique, etc.).

Quelles sont les formes de corruption dans ce domaine?

Les responsables favorisent le secteur des combustibles fossiles de manière à aller à l'encontre de l'intérêt public

Falsification des données sur les émissions

Corruption dans les transferts d'actifs

Favoritisme ou corruption dans l'affectation et la dépense des fonds de transition énergétique

Corruption dans les processus d'arrêt et de démantèlement des sites de production

Corruption dans les ventes et transferts d'actifs.



- En 2021, une coalition d'OSC ghanéennes a exprimé ses préoccupations au sujet d'une transaction proposée entre la Ghana National Petroleum Corporation (GNPC) et Aker Energy, une entreprise qui avait réussi à faire pression pour que des lois et règlements changent à son avantage au cours des années précédentes.
- Bien que GNPC et le gouvernement ghanéen aient cité la transition énergétique comme un facteur crucial dans la prise de cette décision, cela ne semblait pas être basé sur une évaluation rigoureuse. Cette transaction aurait vu GNPC payer des coûts gonflés de 1,65 million de dollars pour une participation dans deux blocs pétroliers, avec d'importantes incertitudes quant à la quantité de pétrole pouvant être extraite commercialement de l'un des champs.
- Malgré une résistance notable contre les OSC, l'accord a finalement été suspendu. En 2023, Aker Energy a renoncé à son intérêt dans l'un des blocs, renforçant ainsi l'hypothèse que le puits ne soit pas commercialement viable.

Influence induite sur les politiques et réglementations.



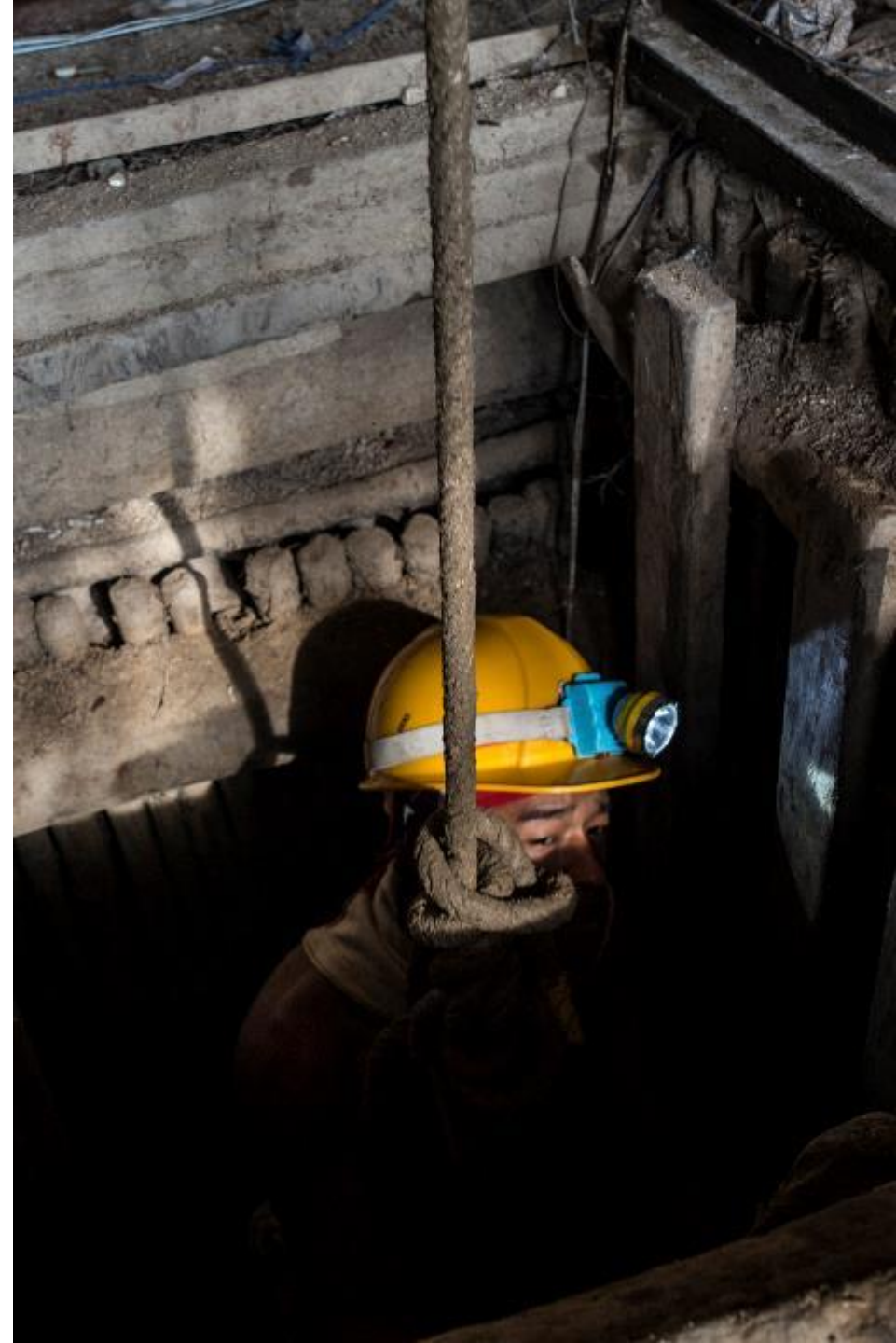
- Une enquête menée par Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) a révélé que le géant indien des mines et du pétrole, Vedanta, avait mené une campagne de lobbying secrète pour affaiblir les réglementations environnementales clés pendant la pandémie.
- Après une série de réunions à huis clos, le ministère indien de l'environnement a assoupli les règles sur la consultation publique au début de 2022. Ce changement a permis aux sociétés minières d'augmenter leur production jusqu'à 50 % sans tenir d'audiences publiques.
- Une des filiales de Vedanta a également réussi à faire pression pour que les audiences publiques soient abolies pour les projets d'exploration pétrolière, avec au moins six projets pétroliers recevant ainsi ensuite le feu vert.

Outil de diagnostic

- NRGi a développé un **outil de diagnostic de la corruption** dans les secteurs du pétrole, gaz et mines
- Cet outil est structuré autour d'une **évaluation en sept étapes**



- Le résultat final est **un rapport et la mise en œuvre d'un plan d'action**
- L'objectif est de **prévenir les futurs cas de corruption**, non de découvrir ou d'enquêter sur des cas passés



1



Choisir un secteur et fixer des objectifs

Intensité : Faible demande

Objectif : Choisir un secteur ou une matière première, et définir des objectifs de diagnostic.

Processus : Discussion et décision par l'utilisateur (cette étape implique également le recrutement d'un expert indépendant).

Résultat : décision concernant le secteur et la liste d'objectifs

2



Examiner les données existantes

Intensité : Modérée

Objectif : Examiner les données existantes sur la corruption et la gouvernance dans le secteur.

Processus : L'expert indépendant effectue une étude documentaire.

Résultat : rapport de synthèse

3



Choisir les domaines d'intervention

Intensité : Modérée

Objectif : Identifier un ou plusieurs domaines d'intervention en vue d'une analyse approfondie.

Processus : Atelier 1 dirigé par l'utilisateur avec la contribution de l'expert indépendant et d'un ensemble plus large de parties prenantes.

Résultat : tableau de sélection

4



Diagnostiquer la corruption

Intensité : Demande élevée

Objectif : Approfondir la compréhension des formes de corruption, des facteurs de risque, des causes et des solutions potentielles.

Processus : L'expert indépendant organise des entretiens, des groupes de discussion, des recherches documentaires, et rédige ses conclusions.

Résultat : rapport de diagnostic

5



Prioriser à des fins d'intervention

Intensité : Modérée

Objectif : Prioriser les formes de corruption selon une évaluation de la probabilité, de l'impact et de la faisabilité de la réforme.

Processus : Atelier 2 dirigé par l'utilisateur avec la contribution de l'expert indépendant et d'un ensemble plus large de parties prenantes.

Résultat : tableau de diagnostic

6



Élaborer un plan d'intervention

Intensité : Demande élevée

Objectif : Élaborer une stratégie et convenir d'actions concrètes afin de traiter des formes prioritaires de corruption.

Processus : Atelier 2 dirigé par l'utilisateur avec la contribution de l'expert indépendant et d'un ensemble plus large de parties prenantes.

Résultat : plan d'intervention

7



Mettre en œuvre le plan d'intervention

Intensité : Modérée

Objectif : Garantir que les actions convenues se traduisent par des réformes réelles par le biais de stratégies efficaces de plaidoyer, et du soutien et du suivi de la mise en œuvre

Processus : Soutien et suivi continus par l'utilisateur avec des réunions avec les parties prenantes afin de soutenir et de vérifier les progrès, et d'adapter les plans.

Résultat : mise en œuvre du plan d'intervention

Que trouve-t-on dans les guides de recherche thématiques?

- **Exemples de risques et de formes de corruption**
- **Quelles sont les principales formes de corruption?**
 - Une liste des signaux d'alerte qui peuvent signaler la possibilité de l'existence de corruption
- **Quelles sont les causes des différentes formes de corruption ?**
 - Une liste de facteurs de risque qui rendent ce type de corruption plus susceptible de se produire
 - Conseils sur les causes et motivations sous-jacentes
- **Quelles mesures pourraient contribuer à prévenir la corruption ?**
 - Conseils sur qui pourrait soutenir les réformes
 - Idées spécifiques pour les actions anticorruption



Colombia

Oil and Gas

Chile

Lithium

Guinea

Bauxite

Mongolia

Mining

Philippines

Nickel

Quelles mesures anticorruption?

- **Améliorer la transparence** pour faciliter la surveillance et dissuader les actes répréhensibles ;
- **Renforcer la surveillance et la participation**, notamment la surveillance par les organes gouvernementaux, parlementaires et de la société civile, ainsi que les possibilités de participation du public ;
- **Promouvoir l'intégrité** au moyen de mesures de lutte contre la corruption rigoureuses et bien appliquées ;
- **Réformer les processus institutionnels et réglementaires**, par exemple en supprimant les goulets d'étranglement procéduraux, en consolidant les comptes, en évitant le dédoublement des rôles qui engendrent des conflits d'intérêts, ou en renforçant les capacités réglementaires ;
- **Accroître la concurrence loyale** pour lutter contre le favoritisme et les inégalités de traitement qui servent des intérêts étroits ;
- **Renforcer l'application des règles**, en rendant la mise en œuvre des règlements plus impartiale et plus efficace ;
- **Lutter contre les facilitateurs étrangers**, en raison de la nature transnationale de la corruption dans le secteur extractif et du rôle commun joué par ces acteurs.

Inspirations et leçons d'autres secteurs

Table 1. Index of cases

Reform category	Case examples	Sector(s)	Country	Case/ page number
Institutional and process reforms/ increasing fair competition	Changes to inspection regimes for shipping cargoes	Agriculture/ shipping	Argentina	1 / p.5
	Governance and procurement reform at state-owned defense companies	Defense	Ukraine	2 / p.6
Strengthening oversight and participation	Community management of small water supply systems	Water	Kenya	3 / p.7
	Community participation in forestry governance	Forestry	Uganda	4 / p.7
Increasing transparency	Increased availability and use of road contract data	Infrastructure	Honduras	5 / p.9
Promoting integrity	Building compliance capacity at national and international firms	Energy, industry, healthcare	China	6 / p.10
Strengthening enforcement of the rules	Social Responsibility Agreements between firms and communities	Forestry	Ghana	7 / p.11
Addressing foreign enablers	Property register reform	Real estate	U.K.	8 / p.12



Anticorruption Reform: Learning From Experience Across Sectors

TOM SHIPLEY
DECEMBER 2023

 Natural Resource
Governance Institute

Comment entreprendre des actions anticorruption réussies ?

NRGI a rassemblé des exemples de mesures anticorruption réussies d'autres secteurs et d'un éventail de pays différents, et a dégagé cinq principes clés :

- Mobiliser toutes les parties prenantes concernées tout au long du processus de planification des actions afin d'obtenir l'adhésion aux réformes.
- Fixer des objectifs clairs et spécifiques qui concilient faisabilité et ambition.
- Assurer l'appropriation par les acteurs et la responsabilité claire des actions.
- Établir des indicateurs clairs et effectuer un suivi régulier pour évaluer les progrès.
- Faire preuve de souplesse et être prêt à adapter les plans aux contextes changeants et aux opportunités politiques.

Comment les acteurs anticorruption peuvent-ils utiliser la norme ITIE 2023

- Nouveau guide (mises à jour) publié en novembre 2023 sur la façon dont les acteurs de la lutte contre la corruption peuvent utiliser la norme ITIE 2023.
- Le guide présente:
 - ce qui est nouveau dans la Norme,
 - **comment ces exigences peuvent contribuer à la lutte contre la corruption**
 - et comment elles peuvent être traduites en actions par **les GMP, les OSC et les journalistes, et les institutions de** lutte contre la corruption. Actions de **prévention** et de **détection** de la corruption.



How Anticorruption Actors Can Use the EITI Standard: A Practical Guide

CHARLOTTE BOYER AND MATTHIEU SALOMON
DECEMBER 2023



Merci!

Pour toute question ou demande:

Matthieu Salomon:

msalomon@resourcegovernance.org